

## PRESENTATION DU GABON

### LE GABON A MI-CHEMIN D'UN SYSTEME D'INFORMATION PLUS FAVORABLE AUX STATISTIQUES DE PAUVRETE

#### 1. Introduction

Sous l'égide du FMI, Libreville abrita, en 1999, une conférence internationale sur la croissance et la pauvreté. Depuis lors, les statistiques sociales revêtent un caractère tout particulier pour le Gabon qui s'est engagé, avec la communauté internationale, pour un développement durable, à travers les Objectifs du Millénaire pour le développement. La production des statistiques de pauvreté s'apprécie donc à partir de deux périodes : avant 1999 et au-delà.

#### 2. Les statistiques de pauvreté à l'orée de 1999

La production des statistiques sociales, quoique embryonnaire, est antérieure à la conférence internationale de Libreville. Quelques sources de données existent, avec des caractéristiques assez satisfaisantes.

- *Quelques sources de données*

On note trois sources de données dont deux sont des opérations ponctuelles auprès des ménages (recensement et enquête).

##### (1) Le Recensement général de la population et de l'habitat de 1993 (RGPH 1993)

En juillet 1993, le Gabon réalisa son 2<sup>e</sup> véritable recensement de la population, après celui de 1960. Comme tout recensement, cette opération menée par la direction générale de la Statistique et des Etudes économiques (DGSEE) avait pour objectif général d'améliorer la connaissance des caractéristiques économiques, sociales et démographiques des habitants du Gabon.

Le RGPH 1993 avait particulièrement conduit à la production de deux types d'informations relatives à la pauvreté : le niveau d'instruction et d'alphabétisation de la population, d'une part, et les conditions de logement, d'autre part.

##### (2) L'Enquête budget consommation de 1994 (EBC 1994)

Réalisée par la DGSEE de mai à juin 1994, puis de mi-octobre à mi-décembre 1994 à Libreville et Port-Gentil, l'EBC 1994 avait pour objectif essentiel l'actualisation des informations statistiques<sup>1</sup> nécessaires à l'appréciation des conditions de vie des populations africaines. Elle consistait à appréhender la circulation des flux de revenus des ménages et les différents emplois consacrés à ces ressources. De manière spécifique, elle devait mettre à jour la structure de consommation des ménages pour les besoins de l'indice des prix à la consommation.

---

<sup>1</sup> La dernière enquête avait été menée en 1975.

Les principales informations fournies par l'EBC 1994 concernent le seuil de pauvreté, la population pauvre, la distribution de la consommation et du revenu des ménages.

### **(3) Le Tableau de bord social édité en 1998 (TBS 1998)**

Fruit d'une compilation de données statistiques de source essentiellement administrative, le TBS 1998 a été publié par la direction générale de l'Economie, à partir des contributions de différentes administrations et organismes. Il avait pour ambition de mettre en place un dispositif de suivi et de contrôle des implications sociales des politiques d'ajustement.

Le TBS 1998 contient des données sanitaires, nutritionnelles et socio-économiques sur la période 1990-1996.

- *Les caractéristiques des données produites*

Le champ d'application de ces sources paraît satisfaisant. Le RGPH 1993 couvrait l'ensemble des personnes résidant dans le territoire national, y compris celles vivant dans des ménages collectifs. L'EBC 1994 se rapportait à un échantillon de 1000 ménages tirés dans les deux principales villes du pays. La population de référence était constituée des ménages africains, non compris ceux des personnels de représentations diplomatiques. Les données du TBS 1998, comme celles du RGPH 1993, concernaient l'ensemble du territoire national.

La périodicité de réalisation et les délais de diffusion des résultats de ces opérations s'avèrent moins satisfaisantes.

### **3. L'EDSG 2000 et la nouvelle ère**

A l'orée de la conférence internationale de Libreville (1999), le système statistique gabonais n'affiche pas une productivité particulièrement favorable aux statistiques des conditions de vie des ménages et de la pauvreté. La première enquête démographique et de santé du Gabon (EDSG 2000) marque le début d'une nouvelle ère.

- *La portée de l'Enquête démographique et de santé du Gabon (EDSG 2000)*

Réalisée de juillet 2000 à janvier 2001, l'EDSG 2000 avait pour objectif d'estimer un ensemble d'indicateurs socio-économiques, démographiques, sanitaires et nutritionnels au niveau de la population gabonaise et, en particulier, des femmes âgées de 15 à 49 ans, des hommes âgés de 15 à 59 ans et des enfants de moins de 5 ans.

Les informations collectées se rapportaient aussi bien aux ménages, aux femmes, aux hommes qu'à l'environnement communautaire. L'enquête, réalisée dans l'ensemble du territoire national, a porté essentiellement sur 6203 ménages. Les taux de réponses se sont avérés satisfaisants et démontrent suffisamment l'implication des populations dans cette lourde étude.

Les différentes informations issues de l'EDSG 2000 permettent de mesurer la pauvreté selon l'approche des capacités. Elles viennent compléter et mettre à jour les données du RGPH 1993 et de l'EBC 1994.

Les résultats produits permettent ainsi d'améliorer la connaissance de la situation démographique et sociale des populations et d'actualiser les indicateurs de développement du pays. Ils apportent la lumière sur les axes de réflexion devant conduire à la prise de décisions au niveau social et, notamment, en vue de réduire la pauvreté au Gabon.

Mais au-delà des informations produites, l'EDSG 2000, première EDS du pays et première enquête d'envergure nationale, a contribué nécessairement au développement des capacités du système statistique national. Cela élargit les opportunités du système au moment où d'autres projets sont en vue.

- *Des projets en cours de réalisation*

Aujourd'hui, deux projets d'importance sont en cours de réalisation : l'Enquête dépenses des ménages (EDM 2003) et le Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH 2003). Les deux opérations, conduites par la DGSEE, sont dans leur phase d'exploitation informatique.

L'EDM 2003 a été menée uniquement à Libreville pour essentiellement déterminer la structure actuelle de consommation ménages indispensable pour la mise en œuvre de l'indice harmonisé des prix des pays de la Communauté économique et monétaire des Etats de l'Afrique centrale (CEMAC). Alors que le RGPH 2003 devra mettre à jour les indicateurs démographiques et socio-économiques du Gabon tout entier.

Mais, ces deux opérations devraient conduire à la production d'un panel d'indicateurs de pauvreté. L'EDM 2003 aura notamment à circonscrire la pauvreté monétaire au niveau de la principale ville du pays tandis que le RGPH 2003 présentera, en plus des conditions de logement, la pauvreté vue selon l'approche de possession des biens fondamentaux.

Ce faisant, ces deux sources devraient améliorer le contenu du Document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP) qui est en élaboration.

- *Des projets en perspective*

Pour les besoins du DSRP, on envisage parallèlement de mener, avec l'appui de la Banque mondiale, une enquête lourde sur la pauvreté et le secteur informel afin d'apprécier la précarité à l'échelle nationale. Si les conditions sont réunies, l'opération devra se réaliser en 2005.

En plus de cette enquête, un projet intégré de mise en place une base de données sociales est envisagé sous la conduite de la DGSEE et avec l'appui technique et financier de la Banque mondiale. Le principal objectif de ce projet statistique est de développer davantage le système statistique en exécutant les actions suivantes:

- i) l'établissement d'une base de données sociales en vue d'assurer le suivi de l'exécution de la stratégie de lutte contre la pauvreté ;
- ii) la conception et l'installation d'un système statistique de suivi de l'accomplissement progressif des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ;
- iii) le renforcement des capacités techniques de l'organe central de la statistique (la DGSEE), par la formation et l'acquisition d'équipement informatique, en vue de traiter, de disséminer des statistiques sur les conditions de vie des ménages et sur la pauvreté et, *in fine*, de rendre la base de données disponible et accessible au public, et particulièrement aux décideurs et aux partenaires du développement.

#### **4. Conclusion**

Depuis 1999, le Gabon a pris un nouvel élan en matière de production et de diffusion des données relatives aux conditions de vie des ménages et à la pauvreté. Différentes opérations sont en cours de réalisation ou en gestation afin d'améliorer les statistiques sociales et de doter le pays d'un appareil statistique permettant d'évaluer l'accomplissement des engagements internationaux clés pour un développement durable.

Deux risques pourraient, cependant, affecter la réalisation de cet objectif : l'éventuelle submersion de la DGSEE, qui est engagée sur plusieurs fronts avec des capacités humaines non optimales, et les pesanteurs habituellement observées au niveau de la coordination du système statistique national.

Afin d'atténuer ce double risque, il serait envisageable de mettre sur pied une stratégie globale de développement statistique participative qui aboutirait, dans des délais convenables, à l'adoption d'une loi statistique qui garantirait une meilleure coordination et des recrutements adéquats.